

Humeur de Cerises

Enfoncé dans une crise économique profonde depuis 20 ans, le Zimbabwe a adopté une nouvelle monnaie : l'or du Zimbabwe. La sémantique suffira-t-elle ?

Au moment où SANOFI vend le Doliprane à un fonds de pension américain, l'INSERM annonce des résultats prometteurs pour une utilisation de la vitamine D contre le cancer de la prostate. Une opération financière d'un côté, 8000 morts par an en France de l'autre...

L'aéroport néozélandais de Dunedin a décidé de chronométrer la durée des câlins des passagers. Une sanction est prévue si la durée est jugée excessive. Au nom de la fluidité du trafic ... et de la sécurité!

Agenda militant

29 et 30 novembre 2024

Les Assises debout ! à Guéret

Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre 2024

30º université d'automne : être jeune aujourd'hui Centre des colloques du campus Condorcet à Aubervilliers

Du 3 au 7 Décembre 2024

Révolution! Vous avez dit révolution...?

17e rencontres «Nouvelles Pensées Critiques et Actualité de la pensée de Marx», à l'Université de Bordeaux, sur le site Montesquieu à Pessac Salle C2-216 (Entrée C2, 2e étage, Salle 216

<u>IA et travail</u> - Cycle de séminaires en ligne de l'OIT et de l'ANACT le 4/02/2025

Budget : pagaille à l'Assemblée ou onde de choc du mouvement populaire ?

Au 30 Octobre, rien n'est joué. Le débat au Parlement est sur un enjeu majeur : où trouver les recettes : dans les budgets sociaux ou sur les grosses fortunes ? Certaines recettes votées y compris par des députés de droite et du RN sont un sévère revers pour le gouvernement : suppression de la hausse de la taxe sur l'électricité, pérennisation de la taxe sur les entreprises du fret maritime, rétablissement de la taxe sur la Valeur Ajoutée, suppression de l'enveloppe dédiée à l'Union européenne... Le NFP a fait d'autres propositions afin de récupérer plus de 60 milliards. Une coalition droite-RN en commission entend les faire voler en éclats. Le RN jette le masque du double jeu : hostile à tout ce qui touche vraiment au capital sauf quand il ne peut plus faire autrement.

En revanche, comment comprendre que des membres de la majorité de droite et du RN rejettent des solutions de Barnier ? Sont-ils touchés par la grâce ou craignent-ils de devoir rendre des comptes à une majorité de citoyen/nes de plus en plus prompts à réagir ?

Au-delà des tractations politiciennes, les difficultés à former un gouvernement, en disaient déjà long sur la crise du système. Elle n'est pas passagère d'où l'accroissement des démarches autoritaires dont l'utilisation du 49.3. L'inquiétude n'est peut-être pas du côté que l'on croit.

Doit-on attendre comme des spectateur/trices que tout se règle en-haut ? Pense-t-on qu'une fois décidées en haut on ne pourra plus rien faire sur les recettes ? Prenons conscience du poids de l'opinion publique lorsqu'elle s'exprime. 82% de sondés souhaitent que l'on taxe les profits du capital. Mais les 82% savent-ils qu'ils sont 82% ? Ne peut-on pas réactiver la mobilisation populaire des législatives ou susciter de nouveaux Gilets Jaunes ? Dès maintenant à partir d'assemblées locales le choix des recettes peut devenir l'objet d'une irruption populaire, même après vote ou 49-3. Peut-

être les forces qui se sont déclarées comme composantes du NFP pourraient prendre davantage l'initiative de faire sortir cet affrontement du huis clos institutionnel. Les syndicats, les associations ne pourraient-ils pas s'emparer de ces enjeux ? C'est du politique ou du social ? Peu importe, pour les individu/es concerné/es les enjeux sont les mêmes. •



NFP. où est passé le peuple : cartel ou mouvement populaire ?

On s'en doutait mais cela se confirme avec l'examen du budget 2024 : nos assemblées parlementaires ne sont pas les outils capables de produire du commun acceptable par tous.

Le confinement des élus dans leur positionnement partidaire figé y rend impossible toute évolution constructive du débat ; la posture et les éléments de langage priment évidemment sur l'argumentation objective et sincère.

Des élus du NFP ont beau se démener pour introduire des avancées positives, sur l'essentiel, mais ils restent enfermés dans le fonctionnement des institutions et, à la fin, c'est Macron et /ou ses semblables qui décident en fonction des intérêts qu'ils défendent. Des intérêts inconciliables avec les besoins réels et non consuméristes de la population. La recherche affichée du



« JE GNSIDÈRE QUE VOUS VOULEZ

consensus est donc illusoire et, au besoin, il y a le 49.3 avec en réserve, l'article 16 de la constitution.

Manifestement, ce n'est pas en fonctionnant en hémicycle fermé que le NFP pourra renverser la table.

Alors que faire?

Préparer les prochaines élections après une nouvelle dissolution ? on se heurterait aux mêmes impasses.

Attendre 2027 en espérant une hypothétique candidature unique de la gauche capable de gagner la présidentielle ? Le système des partis et les institutions réduisent le débat à n'être que pour ou contre la majorité présidentielle. Les hommes providentiels, on sait ce que ça donne et la présidentielle tue la démocratie.

Le NFP est à la croisée des chemins : cartel de partis ou mouvement populaire ?

Sa création relève du cartel de Partis rassemblés pour sauver les meubles, les querelles actuelles confirment que ses grands dirigeants ont du mal à tourner les pages.

Pourtant, les larges mobilisations citoyennes et spontanées à l'occasion des législatives montrent que la donne peut changer. Pourquoi ne pas prolonger cette dynamique pour faire entendre de quel budget nous avons besoin ?

Des collectifs locaux se sont constitués transcendant le plus souvent les clivages partisans, beaucoup d'entre eux ont décidé de poursuivre leur activité au-delà des élections.

Ces collectifs cherchent leur voie, y cohabitent l'ancien et le nouveau.

L'ancien car se sont le plus souvent des militants de partis politiques qui les ont créés et souvent les animent, avec localement une forte volonté de rassemblement et en même temps la persistance d'une culture partidaire dont on ne se défait pas facilement. Mais aussi avec la volonté d'évoluer à la rencontre des autres.

Lors des dernières législatives, un nombre important de militants.es syndicaux, associatifs, acteurs de la vie locale, des gens du commun se sont engagés.es dans la campagne, bousculant parfois les habitudes avec des formes nouvelles d'action, parfois surprenantes.

Ces collectifs pourront-ils surmonter la déception causée par le refus de Macron de reconnaître sa défaite et l'impasse politique en prenant en compte qu'il s'agit bien d'une crise politique systémique dont nous ne pourrons sortir que par l'émergence d'un mouvement populaire transformateur.

Et donc que, tout en ne lâchant pas les élus quels qu'ils soient, il est déterminant d'être et d'agir avec les habitants/es qui subissent durement la crise globale au quotidien ; être acteurs et attentifs aux luttes sociales, environnementales, aux expérimentations démocratiques concrètes...

Et ainsi contribuer à l'émergence d'un nouveau rapport de force et d'une nouvelle culture politique.

ALAIN LACOMBE

États-Unis Trump : la rupture fasciste

Une vague brune a déferlé sur les Etats-Unis. La victoire (le triomphe ?) de Trump signe la fin de la paisible alternance entre le parti démocrate et le parti républicain.

Le parti démocrate est en lambeaux. Avec plus de 72 millions de voix pour Trump contre 67 millions pour Harris (à ce stade pratiquement achevé des dépouillements), et un taux de participation de 64 %, la nouvelle droite américaine s'installe durablement. La crise d'hégémonie des deux partis des classes dominantes s'est résolue dans



le trumpisme qui a constitué **un bloc social alternatif réactionnaire** rassemblant une fraction importante du patronat (dont celle de la high-tech!) et les couches populaires (majoritairement blanches) aigries par un sentiment de déclassement social et de dépossession de leur destin.

Paradoxe apparent, la mondialisation capitaliste a violemment percuté les États-Unis, ou du moins ses couches populaires, qui n'ont plus trouvé tant dans le Parti démocrate que républicain « ancienne version », la « protection sociale » dont elles avaient cru bénéficier pendant de longues décennies. Le programme violemment néo-libéral (jusqu'à la suppression du ministère de l'éducation) de Trump est enrobé d'une rhétorique raciste et machiste-masculiniste qui fait appel aux plus bas instincts de foules aboyeuses qui suivent le magnat de l'immobilier, et qui constitue un puissant « calmant » ou « soporifique » aux attentes sociales de la fraction populaire de son électorat.

Pour ce faire Trump a d'abord réussi à mettre définitivement la main sur le parti républicain, éliminant de ses rangs et de sa direction ceux et celles qui s'inscrivaient dans le respect des « us et coutumes » du fonctionnement interne de la première puissance impérialiste mondiale et qu'ils et elles partageaient avec le parti démocrate. Depuis sa défaite face à Biden, le camp Trump s'est constitué **un corpus idéologique de rupture totale avec les principes démocratiques élémentaires**. L'assaut du Capitol en janvier 2021 n'étant qu'une répétition générale de ce qu'il faudra faire au cas où. À une échelle de masse s'est donc constitué un mouvement d'extrême droite confiant et en pleine croissance, ouvertement soutenu par une coterie de milliardaires qui ont les yeux rivés sur la vengeance nécessaire contre une longue liste d'« ennemis de l'intérieur ». Ce courant a d'ores et déjà mis en œuvre là où il le pouvait son programme. L'interdiction de l'avortement dans les États qu'il dirige constituant une priorité. Mais aussi par exemple, l'épuration des bibliothèques scolaires de tous les ouvrages « nocifs » comme ceux de Toni Morrison, autrice afro-américaine, prix Nobel de littérature.

La nouvelle administration Trump va appliquer sa politique pro-capital et s'opposera au mouvement ouvrier et au camp progressiste par en bas (les femmes, les jeunes, LGBT...). D'emblée le rapport de force n'est pas favorable à ces dernier es. Cependant, comme nous nous en avons fait l'écho dans *Cerises*, **le prolétariat américain montre une nouvelle vigueur combative** notamment avec la récente grève massive à Boeing (33 000 ouvrier es) qui au terme de 7 semaines de grève a pratiquement obtenu satisfaction, et venant après celles tout aussi importantes dans l'automobile. **De plus un courant réformateur-radical combatif s'impose de plus en plus dans le mouvement syndical.**

7 novembre 2024

Patrick Le Tréhondat



ELLES S'ÉMANCIPENT, NOUS NOUS ÉMANCIPONS ?

Samedi 23 novembre 2024, partout en France, les femmes manifesteront contre les violences sexistes et sexuelles, les violences sociales et violences d'État. Alors que l'égalité des droits est désormais inscrite dans la constitution, que l'avortement est légal et inscrit dans la constitution comme liberté fondamentale, que le viol est un crime, nous assistons à un regain des mouvements féministes en France et dans le monde. Pourquoi malgré ces luttes exemplaires, existe-t-il encore autant de féminicides, autant de violences sexistes et sexuelles ? Comment les viols de Mazan ont-ils pu avoir lieu ?

Où en sommes-nous du processus historique du mouvement d'émancipation des femmes ?

Comment poursuivre et affronter l'ensemble des systèmes de domination ?

FEMMES EN LUTTE, HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

Le mouvement de libération et d'émancipation des femmes est au cœur de tous les enjeux de société. La différence de sexe a une dimension universelle et traverse toutes les discriminations, de classe, de « race », de culture, de religion.

Dans leurs mouvements d'émancipation, les femmes ont très tôt pris conscience que les dominations ne se réduisaient pas au « rapport de classe » mais recouvraient d'autres rapports sociaux, de « race », de sexe, de cultures. Pour elles, l'intime et le quotidien sont traversés par les rapports de pouvoir qui nécessitent d'agir à la fois dans l'espace privé et dans l'espace commun en faisant émerger leurs dimensions sociales et politiques. Elles ont également fait la démonstration que l'émancipation n'est pas le cadeau final une fois la Révolution faite, mais qu'on peut commencer à se libérer soi-même avant même d'avoir obtenu ce que l'on vise.

Alors que l'égalité des droits est devenue un principe constitutionnel, que l'avortement est légal et inscrit dans la constitution comme liberté fondamentale et que le viol est un crime, les mouvements féministes persistent voire se renforcent. Avec #MeToo et les nombreux mouvements des femmes dans le monde, nous assistons à un regain des mouvements

féministes. Pourquoi malgré ces luttes exemplaires, existe-t-il encore autant de féminicides, autant de violences sexistes et sexuelles ? Comment les viols de Mazan ont-ils pu avoir lieu ? Où en sommes-nous du processus historique du mouvement d'émancipation des femmes ?

Des débats stratégiques traversent les mouvements féministes. L'intersectionnalité nous apporte une réflexion précieuse sur le croisement des dominations et des oppressions et la diversité des expériences des femmes, sur l'instrumentalisation du féminisme à des fins islamophobes et racistes et sur la déconstruction du genre. Ce courant féministe analyse l'oppression en tant que « privilège » participant d'un système global qui permet aux hommes de maintenir leur domination.

Comment poursuivre ce mouvement qui permet de mettre en évidence le lien organique entre classe, genre et « race » et pour affronter l'ensemble des systèmes de dominations dans ce qui fait leur cohérence ? De quel imaginaire désirable avons-nous besoin pour construire l'alternative ?

Azadeh Kian (Iran), Nara Cladera (Amérique Latine), Florence Ciaravola,

Julie Ferrua nous apportent leur regard à l'échelle du monde.

Magali Dellasudda analyse le mouvement des Femmes Gilets Jaunes. Josiane Zarka s'interesse à l'imbrication des systèmes de dominations dans le travail reproductif.

Marina Nedellec rend compte d'un stage syndical de la FSU Bretagne sur les luttes féministes. Guillaume Bodinier s'interroge sur sa place dans ce mouvement féministe. Lydie Porée insiste sur l'enjeu de l'éducation à la vie affective et sexuelle.

Dans le domaine littéraire, **Alexandra Pichardie** nous invite à ne pas baisser la garde face aux schémas patriarcaux.

Christiane Marty tente la jonction entre les féministes intersectionnelles et les féministes universalistes.

Et les hommes dans le mouvement d'émancipation des femmes ? **Bénédicte Goussault** donne son point de vue.

Enfin **Daniel Rome** rend hommage à plusieurs féministes historiques.

La rédaction

FEMME, VIE, LIBERTÉ

L'assassinat de Zhina Mahsa Amini, ieune femme kurde iranienne le 16 septembre 2022 pour avoir « mal-porté » le voile islamique obligatoire et le viol d'une jeune fille baloutche âgée de 14 ans au Balouchistan par le commandant des forces de police a déclenché une colère sans précédent contre le régime qui couvait depuis plusieurs décennies. Il a également illustré l'imbrication des rapports sociaux de genre, de religion, d'ethnicité, de classe sociale dans un pays multiethnique et multireligieux qu'est l'Iran. Certes la révolte des femmes iraniennes n'a en réalité jamais vraiment cessé depuis la fin du dix-neuvième siècle. Elles ont activement participé à la révolution constitutionnelle de 1906, au Mouvement pour la Nationalisation du pétrole (1951-53), la révolution de 1979, au Mouvement vert de 2009 avec le slogan une femme=un homme. Rappelons diverses actions des militantes féministes sous le régime is-

Une conscientisation issue de pratiques révolutionnaires se fait jour

lamique: publication des magazines et revues, création des ONG, diverses campagnes (Un million de signatures, violence faite aux femmes, contre la ségrégation sexuelle, etc.) contre les lois discriminatoires dans les années 1990 et 2000. Elles ont aussi voté en faveur des candidats réformistes dans l'espoir de changement des lois discriminatoires, en vain.

Mais pour la première fois, les femmes sont au devant de la scène contestataire d'un mouvement qui dépasse les revendications propres aux droits des femmes et ne se résume plus seulement aux femmes issues des classes moyennes éduquées des grandes villes. En effet, dans le mouvement « Femme, Vie, Liberté » les catégories marginalisées appartenant aux groupes subalternes, minorités ethniques et religieuses, qui étaient exclues, ont émergé ou gagné, grâce à leurs luttes, les moyens de parler en leur propre nom et de menacer ainsi les discours et les actions dominants.

En signe de rejet du régime islamique, de nombreuses femmes ont retiré leur voile obligatoire, symbole idéologique du régime, revendiquant la liberté, la laïcité, la démocratie et la justice sociale. Elles ont initié un mouvement de protestation contre l'islam politique qui s'est étendu à l'ensemble du pays et a gagné l'opinion publique. Un nombre croissant de jeunes femmes tentent de prendre le contrôle de leur destin, y compris de leur corps et leur sexualité. Certains transgressent les normes islamiques et, par le biais d'actes performatifs, refusent de dissimuler leur corps désormais indociles. Pour paraphraser Michel Foucault, ces femmes tentent ainsi d'échapper au pouvoir disciplinaire d'un régime de surveillance. Malgré la répression et la morosité économique, elles chantent, dansent et proclament l'urgence de la liberté. Comme l'a précisé Gilles Deleuze « Le pouvoir exige des corps tristes ». Le pouvoir a besoin de tristesse parce qu'il peut la dominer; la joie, par conséquent, est résistance, parce qu'elle n'abandonne pas ».

Le régime islamique, ainsi que ses lois et institutions discriminatoires (code civil, code pénal, loi constitutionnelle) sont rejetées car elles sont incompatibles avec les nouveaux comportements démographique, culturel, social ou politique des femmes, en particulier de la jeune génération. Les transformations structurelles (urbanisation, modernisation, expansion de l'éducation, etc.) qui ont eu lieu, surtout depuis les années 1970, ont conduit à un meilleur accès

à l'enseignement supérieur (la majorité des quatre millions d'étudiants sont des étudiantes), retardé l'âge au mariage (26 ans), baissé considérablement le taux de fécondité (1.6 enfants par femme) et la professionnalisation d'un certain nombre de femmes. L'un des résultats de ces changements est la remise en question du système patriarcal aussi bien à l'échelle familiale que politique. En effet, le mouvement Femme, vie, Liberté est tant culturel que social et politique. La majorité de la société iranienne moderne, instruite, ouverte sur le monde mais souffrant de la pauvreté (près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté), du chômage (50% des jeunes diplômés se trouvent au chômage), et de la corruption d'un pouvoir idéologique qui s'est emparé des revenus pétroliers et gaziers, rejette également l'islam politique et ses préceptes imposés et exige aussi la séparation entre la religion et l'État.

Une conscientisation issue de pratiques révolutionnaires se fait jour : aux yeux des actrices et acteurs du mouvement « Femme, Vie, Liberté », la démocratie et la liberté sont désormais étroitement liées à l'égalité de genre, d'ethnicité, de religion, de sexualité et de classe.

Azadeh Kian



RÉVOLUTION FÉMINISTE MONDIALE, FÉMINISTE TANT QU'IL LE FAUDRA!

Les mobilisations pour l'égalité femmes-hommes, pour les droits spécifiques des femmes, contre les violences sexistes et sexuelles se multiplient dans le monde, prennent de l'ampleur et sont de plus en plus reliées entre elles.

Cette révolution féministe mondiale est un processus de changement profond et universel, une évolution sur le fond vers l'égalité et l'émancipation où toutes les générations sont mobilisées et particulièrement les jeunes.

La dynamique #metoo continue dans tous les pays et toutes les sphères de la société (cinéma, culture, sport, hôpital, vie politique), les luttes pour le droit à IVG ou contre les féminicides sont des enjeux mondiaux, le procès des violeurs à Mazan connaît une portée internationale.

Un continuum de mesures pour faire face au continuum des violences

Des avancées existent dans plusieurs pays comme le droit à IVG en Argentine, la prise en compte réelle des violences sexistes et sexuelles en Espagne ou l'inscription de l'IVG dans la Constitution en France.

Cependant, cette révolution suscite des réactions d'hostilité, parfois violentes, souvent en lien avec l'extrême-droite, car elle menace l'hégémonie masculine et patriarcale. La révolution féministe, qui aspire à l'égalité et à l'émancipation, est perçue comme une menace insupportable pour les tenants de l'ordre établi, qui voient leur position dominante dans une société inégalitaire remise en question. Les droits des femmes subissent des reculs réactionnaires : remise en cause de l'IVG dans plusieurs pays, victoire possible de Trump, arrivée au pouvoir d'hommes autoritaires et fascisants (ex : Argentine), dégradation extrême de la situation des femmes afghanes, retrait de la Turquie de la

Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre les violences ...

Faire barrage à la contre-révolution, continuer et contribuer à cette révolution est nécessaire car dans beaucoup de régions du monde les droits des femmes et des filles sont largement bafoués ou en recul et aucun pays au monde n'a atteint l'égalité de genre.

Que faire maintenant pour que ce processus de révolution féministe mondiale continue ? Participer à toutes les mobilisations, contribuer à leur élargissement, articuler les différentes thématiques féministes violences, IVG, égalité, discriminations..., imbriquer le féminisme avec les luttes contre les autres dominations de classe, de « race », Nord-Sud, ... et porter toujours nos exigences émancipatrices et égalitaires.

A la veille de la journée internationale contre les violences faites aux femmes,

Elles s'émancipent, nous nous émancipons?



au moment où le procès des violeurs de Gisèle Pelicot connaît une ampleur mondiale, les féministes réaffirment leur exigence d'une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne dédiant de nouveaux droits dans le monde du travail et prenant en compte tous les aspects de la lutte contre les violences : un continuum de mesures pour faire face au continuum des violences.

Le féminisme ce sont des luttes mais aussi des pratiques.

Ainsi, la particularité de l'organisation des féministes en collectifs spécifiques ou inter-orgas, à différentes échelles, a joué un rôle primordial dans les mobilisations et leur succès (8 mars, 25 novembre, grève féministes...).

Elles y ont inventé de nouvelles pratiques, renouvelé le féminisme, tout en agissant au sein de leurs organisations (syndicats, associations ou forces politiques).

De plus en plus, les mouvements féministes sont reliés aux luttes et mouvements sociaux ou écologistes qu'elles renforcent et dynamisent comme on l'a vu lors de la récente mobilisation retraites en 2023.

Pour avancer vers une société égalitaire et émancipatrice pour tous et toutes, le rôle de l'éducation reste essentiel pour l'apprentissage de l'égalité filles garçons, de la notion de consentement, la lutte contre les stéréotypes et discriminations. Il est temps par exemple rendre effectives dans les établissements scolaires les

heures de vie affective, relationnelle et sexuelle.

Nous devons travailler aussi à faire reculer les comportements autoritaires et virilistes dans les organisations et dans un souci pédagogique, éducatif et culturel, l'utilisation de l'écriture égalitaire et la parité stricte et effective sont des priorités.

Dans plusieurs régions du monde, le féminisme n'est plus à contre-courant, l'imaginaire d'une société juste et égalitaire est à notre portée, mais il nécessite une mobilisation continue, collective et déterminée. «Femme, Vie, Liberté», le slogan de la révolution iranienne non aboutie, rythme nos luttes!

Florence Ciaravola

UNE LUTTE CONTRE DES SYSTÈMES DE DOMINATION IMBRIQUÉS

Le mouvement d'émancipation des femmes, loin d'être un simple combat pour l'égalité femmes/hommes, s'inscrit dans une lutte plus vaste contre des systèmes de domination imbriqués : patriarcat, capitalisme, racisme, colonialisme, etc. Les droits des femmes ne suivent pas une progression linéaire, mais ont été et sont toujours ponctués d'avancées et de reculs, avec des résistances face aux progrès féministes.

Ce mouvement a obtenu des victoires essentielles en matière de droits civiques et sociaux, dans le monde du travail avec la reconnaissance du harcèlement sexuel, puis celle du harcèlement sexuel environnemental. Pourtant, alors que des campagnes comme #MeToo et des lois de protection se multiplient, les féminicides et violences de genre persistent en France et dans de nombreux pays.

Le féminisme fait face à des résistances croissantes, notamment de la part des mouvements masculinistes et des groupes hostiles à l'égalité, qui orchestrent un véritable backlash¹ antiféministe.

Cela prend différentes formes, ainsi la montée des politiques misogynes et des attaques contre le droit à l'avortement dans de nombreux pays. Avec le même objectif : maintenir un système patriarcal et hétérosexiste, où les femmes sont reléguées à des rôles subalternes et dépourvues de droits².

Le backlash antiféministe ne se limite pas aux droits des femmes, mais englobe également les droits des personnes LGBTQIA+ et notamment des personnes trans, en cherchant à effacer leur existence, en mettant en place, ou en maintenant là où elles existent, des thérapies de conversion, en cherchant à restreindre leur accès à l'éducation, à la santé et à d'autres droits fondamentaux.

Les féministes intersectionnelles soulignent aussi comment les oppressions interagissent et se renforcent mutuellement. L'instrumentalisation des droits des femmes pour justifier des politiques racistes ou islamophobes, illustre le besoin d'un féminisme inclusif.

Le féminisme fait face à des résistances croissantes

^{1.} Susan Faludi, Backlash. La guerre froide contre les femmes

^{2.} Rapport Equipop: Droits des femmes, combattre le « backlash » https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/02/rapport_backlash_Equipop_FondationJeanJaures.pdf

Elles s'émancipent, nous nous émancipons?

Les mouvements anti-droits sont souvent des coalitions hétéroclites, regroupant des États conservateurs, des organisations d'extrême droite, des mouvements religieux fondamentalistes et des grandes fortunes. Ils défendent un agenda rétrograde et misogyne, notamment au niveau des instances internationales. Ces mouvements sont politiquement et financièrement connectés, ce qui leur permet de promouvoir une vision patriarcale de la société et de s'attaquer aux droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Ils utilisent des outils démocratiques pour restreindre ces droits, et bénéficient souvent du soutien d'une minorité influente et de financements importants, notamment de la droite évangélique américaine.

En France, nous observons une montée des discours anti-IVG. Ainsi la Fondation Jérôme Lejeune³, mène une véritable croisade contre le droit à l'avortement. Cette opposition à l'IVG est révélatrice du système hétéro-patriarcal qui persiste dans notre société et qui entrave les droits des femmes à disposer de leur corps.

Face à cela, il nous semble crucial de s'unir mouvement féministe, associations et syndicats pour continuer d'obtenir des avancées, changer la société et faire reculer les résistances. Les luttes syndicales et féministes se rejoignent dans leur quête pour une société plus égalitaire. Le syndicalisme, en promouvant les droits des travailleurs et travailleuses, joue un rôle essentiel dans l'avancée des droits des femmes, particulièrement sur les questions d'égalité salariale, de lutte contre le harcèlement sexuel et moral, ou encore d'accès à des conditions de travail décentes.

La collaboration entre syndicats, comme l'Union syndicale Solidaires, et les associations féministes permet de combattre les violences et discriminations sexistes au sein des entreprises mais aussi de rappeler que le privé est politique : le monde du travail devrait aussi protéger les victimes de violences intrafamiliales. Des solutions existent comme des congés supplémentaires pour faire des démarches, ou la mobilité géographique, etc. En luttant ensemble syndicats et mouvements féministes, nous pouvons agir pour des réformes concrètes et pour une transformation des mentalités dans le monde du travail.

Le mouvement féministe reste central pour la transformation de nos sociétés en questionnant non seulement les rapports sociaux de genre, mais aussi la manière dont ils s'entrecroisent avec les discriminations de classe, de race, de culture, et de religion. Pour espérer venir à bout des féminicides et des violences sexistes, et plus globalement du système patriarcal, il est nécessaire de comprendre et de combattre l'ensemble des systèmes de domination qui se renforcent mutuellement. Loin d'être une simple lutte pour des droits spécifiques, l'émancipation des femmes implique une réorganisation globale des rapports sociaux, économiques et politiques. La domination ne repose pas uniquement sur le patriarcat, mais sur une articulation de différents systèmes de pouvoir : capitalisme, racisme, etc.

Pour construire une alternative viable, développons un imaginaire inclusif, capable de penser une société où justice et égalité seraient au cœur de celle-ci. Il ne suffit pas d'obtenir des droits ; il faut aussi un changement culturel qui rejette la violence de genre, les stéréotypes, et les hiérarchies d'oppression.

Ce projet social nécessite de revaloriser les rôles et les identités en dehors des normes patriarcales, en adoptant une approche inclusive qui reconnaisse la pluralité des expériences. Le mouvement féministe actuel, en s'alliant aux luttes syndicales, antiracistes, LGBTQI+, écologistes, forge un chemin collectif vers une société plus juste. Et vice et versa, les luttes syndicales doivent s'allier au mouvement féministe pour faire avancer les droits, changer les mentalités, que ce soit dans le monde du travail ou dans l'ensemble de la société. Cette convergence des luttes est cruciale pour mettre en lumière et combattre l'interdépendance des systèmes de domination. Pour aboutir à un monde plus égalitaire, où les droits des femmes sont respectés et protégés, il faut dépasser les résistances patriarcales et s'unir contre toutes les formes d'oppression.

Julie Ferrua Solidaires

^{3.} La partie émergée de l'iceberg : Des financements issus de l'extrémisme religieux visent à faire reculer les droits humains en matière de santé sexuelle et reproductive en Europe 2009 - 2018 Rédigé par Neil Datta, secrétaire du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs. https://www.epfweb.org/sites/default/files/2022-03/EPF_EN_TOTI_9SEP%20DEF-FR_Final%20.pdf

AMÉRIQUE LATINE : LES LUTTES FÉMINISTES DÉFIENT LES DROITES RADICALES

Il faut souligner deux moments clés pour le féminisme latino-américain : celui de la première mobilisation du mouvement Ni Una Menos (2015) et celui du Paro Internacional de Mujeres, Lesbianas, Travestis y Trans1 (2017), connu comme le #8M, qui a eu une expansion mondiale. Ces deux moments ont mis sur la table l'ampleur des féminicides, l'urgence du droit à l'interruption volontaire de grossesse et les inégalités salariales résultant de la division sexuelle du travail.

L'ampleur des luttes, la puissance des manifestations et des revendications, la capacité d'articulation avec le syndicalisme et l'ensemble du mouvement social, ont constitué, au cours de la dernière décennie, les caractéristiques les plus remarquables de la résistance à la montée des extrêmes droites et fait du mouvement féministe un acteur politique majeur. Ses luttes, notamment la campagne Elenão contre Bolsonaro ou la Women's March 2 contre Trump, et ses conquêtes expliquent pourquoi les extrêmes-droites ont choisi de mener une bataille culturelle contre les mouvements féministes et de diversité, cherchant à éliminer ce qui a déjà été institutionnalisé et réglementé. L'élan, qui est venu d'abord des collectifs contre les violences sexuelles et sexistes et en faveur de l'élargissement des droits sexuels et reproductifs, a pris une telle ampleur qu'il a mis fin à l'invisibilisation des questions de genre et du droit à l'avortement.

En Argentine, cela est caractérisé, par exemple, par la suppression du ministère de la femme, des genres et de la

1. Pas une de moins » et « Grève internationale des femmes, lesbiennes, travestis et trans ».

2. « Pas lui » et « Marche des femmes ».

Mouvement féministe un acteur politique majeur

diversité, et la déclaration de Javier Milei qualifiant de « crime aggravé par le lien » l'avortement, légalisé par la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Au Chili, le leader d'extrême-droite José Antonio Kast explique que le « féminisme radical » prétend « imposer le droit à des enfants d'avoir des relations sexuelles avec des adultes ». En Uruguay, le dirigeant du parti Cabildo Abierto, le général Manini Rios, affirme que « l'idéologie de genre est une leçon qu'on nous impose pour nous transformer en tribus ».

La puissance du mouvement féministe et de sa lutte concrète pour l'avortement légal, sûr et gratuit a porté ses fruits : dépénalisation en 2022 pour la Colombie, en 2023 au Mexique. Au Brésil, la dépénalisation a commencé à être discutée jusqu'à 12 semaines de grossesse. Cependant, au Salvador, l'avortement est toujours pénalisé. Au Guatemala, au Panama, au Costa Rica, au Pérou et au Venezuela, il n'est autorisé que si la santé de la mère est menacée ; sinon, les lois prévoient des peines d'emprisonnement. Au Panama et en Bolivie, la dépénalisation n'est prévue qu'en cas de viol et jusqu'à 12 semaines de grossesse.

La réaction des courants réactionnaires est due au fait que les causes féministes sont devenues dynamiques et puissantes, et que les structures organisationnelles sur lesquelles elles s'appuient représentent des défis réels pour le pouvoir. Le chemin parcouru par les féminismes latino-américains au cours de la dernière décennie a sans aucun doute



connu quelques inconvénients, mais il continue à constituer une expérience encourageante pour l'avenir. Dans les moments sombres que nous connaissons, cette expérience doit être valorisée et, en même temps, analysée. Une question essentielle est de savoir comment renforcer davantage les liens de l'agenda féministe, avec celui du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, car il est un agent clé qui défie les droites radicales dans toutes les latitudes et longitudes. Et notamment, en matière de « grève » féministe, c'est bien via l'organisation autonome des travailleuses et des travailleurs, que le slogan devient réalité ... sur tous les continents.

Nara Cladera

EMANCIPATION DE FEMMES DANS LE MOUVEMENT SOCIAL DES GILETS JAUNES

L'histoire des féminismes porteurs de l'émancipation des femmes, est une histoire en mouvement. Le cheminement des féminismes ne peut être dissocié d'autres luttes sociales car les rapports sociaux qui engendrent les inégalités sont entremêlés.

Leur consubstantialité*¹ fut mise à l'épreuve dans le mouvement social des Gilets jaunes. Depuis 2008, les luttes sociales qui ont émergé dans le monde articulent souvent des revendications anticapitalistes à une demande démocratique. La contestation des Gilets jaunes qui naît sur les réseaux sociaux avant de prendre vie sur l'Île de la Réunion à l'automne 2018 puis en métropole le 17 novembre 2018, appartient à ce cycle de contestation. Présenté comme un mouvement mixte, incarné par la figure de la mère précaire élevant seule ses enfants, est-il pour autant un mouvement féministe ? Comment la question de l'émancipation des femmes et celle de l'égalité de genre furent posées dans ce mouvement social sans leader, qui s'est déployé hors des cadres habituels.

Tout d'abord, il faut rappeler que la présence des femmes dans les luttes sociales, notamment en France, n'est ni nouvelle ni exceptionnelle: des émeutières révolutionnaires de 1789 aux ouvrières², des femmes de Plogoff luttant contre la centrale nucléaire³ jusqu'à celles qui dénoncent le sexisme dans le mouvement #MeToo⁴. Ensuite, d'un point de vue collectif, des variations marquent les rapports entre collectifs de Gilets jaunes et collectifs féministes. Le 25 novembre 2018, les Gilets jaunes de Montpellier font une haie d'honneur aux féministes qui défilent contre les violences sexuelles et sexistes. Un an plus tard, le 12 octobre 2019, à Bordeaux les Gilets jaunes organisent un rassemblement pour dénoncer les féminicides mais le 24 novembre, les cortèges féministe et Gilets jaunes se regardent sans converger.

Les femmes Gilets jaunes que nous avons interrogées expriment des rapports très différents au féminisme : de l'antiféminisme explicite à une subjectivation féministe radicale. Les premières semaines, des personnes d'horizons très divers convergent sur les ronds-points et dans les « actes » Gilets jaunes. Des militantes féministes de longue date y côtoient des femmes sans expérience politique ni engagement féministe. Dans ces rencontres on peut prendre

- 1. *Le terme évoque le fait qu'ils sont indissociables et se nourrissent, voir : Danièle Kergoat, « 12. Rapports sociaux et division du travail entre les sexes » dans Femmes, genre et sociétés, s.l. La Découverte, 2005, p. 94 101.
- 2. Fanny Gallot, « Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue » dans Manuel indocile de sciences sociales, Paris, La Découverte, 2019, p. 538543.
- 3. Renée Conan et Annie Laurent, Femmes de Plogoff, Quimperlé, France, La Digitale, 2010, 123 p.
- 4. Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel, Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours, Paris, France, la Découverte, 2020, 510 ; 16 p.



conscience d'une expérience commune de la domination et des inégalités de genre.

Ainsi, une des figures des manifestations girondines abordait les manifestations avec des messages féministes et Gilets jaunes, incarnant la jonction des luttes. Plus distante, une autre considérait que la cause des Gilets jaunes était plus large, tout en soutenant ponctuellemetles actions communes de lutte contre les violences ou en faveur des droits des femmes. Enfin, d'autres évoquaient une méfiance à l'égard du féminisme qui, selon elles, divise tandis que les Gilets jaunes entendent rassembler.

Les femmes ont été protagonistes, sans toutefois que l'on puisse considérer le mouvement des Gilets jaunes comme féministe⁵. Selon des chemins qui leur étaient singuliers, des femmes ont acquis ou développé une conscience d'elle-même, de leur légitimité à parler et agir dans l'espace public, pour porter une cause, en tant que femme ou que femme Gilet jaune. Et elles ont, pour ce faire, contesté ouvertement ou silencieusement les normes de genre qui structurent leur entourage, leur mouvement et plus généralement le monde social.

• Magali Della Sudda,

Directrice de recherche au CNRS, coordinatrice du projet de recherche ANR GILETS JAUNES

^{5.} Magali Della Sudda, « 'C'est un mouvement de femmes mais antiféministe' » dans François Buton et Emmanuelle Reungoat (Ed.), Idées reçues sur les Gilets jaunes, Paris, Le Cavalier bleu, 2024, p. 115123.

DOMINATIONS PLURIELLES ET DÉMARCHE UNITAIRE

Le mouvement ouvrier et les féministes ont peu sollicité l'analyse marxiste pour penser la condition spécifique des femmes. Pourtant, la vague féministe des années 2000/2010, réactualisant les théories féministes-marxistes des années 70, pensent que la base matérielle de l'oppression des femmes est leur assignation à la reproduction de la force de travail. Celle-ci se perpétue aujourd'hui, en se métamorphosant, malgré les progrès de l'émancipation des femmes.

Le « travail reproductif » des femmes recouvre plusieurs activités : le travail domestique, l'éducation des enfants, la prise en charge des travailleurs âgés et malades. Le capital ne peut pas exister sans une force de travail disponible pour créer de la survaleur et cette force de travail est produite et reproduite en majeure partie par les femmes.

Ce travail de reproduction sociale, pourtant vital pour la société, reste largement invisibilisé et dévalorisé. Ceux qui détiennent l'argent et le pouvoir ne souhaitent ni le reconnaître ni le rémunérer et cherchent constamment à le réduire faute de pouvoir le maîtriser.

Lise Vogel¹ explique : « La dissociation fortement institutionnalisée entre le travail domestique et le travail salarié constitue la base de structures idéologiques puissantes, qui tendent à s'autonomiser et à faire apparaître comme « naturels » la fonction « domestique » de la femme ainsi que la domination masculine. Le système de domination masculin, hérité historiquement des anciens rapports d'oppression, est, dès le départ, imbriqué avec le système de production et de reproduction capitaliste.

Depuis plusieurs décennies, le « travail reproductif » s'est en partie transformé en travail salarié, avec les services publics, les crèches, les soins et les services à la personne (Care), ainsi que le recours à la main-d'œuvre racisée surtout féminine. Pour

1. Lise Vogel, Le marxisme et l'oppression des femmes. Vers une théorie unitaire (1984). Théoricienne du féministe américaine, fondatrice la théorie de la reproduction sociale (TRS) redécouverte dans les années 2000-2010 avec une nouvelle vague du féminisme.

L'ensemble des systèmes de dominations sont imbriqués dans le travail reproductif



Aurore Koechlin² « Aujourd'hui les tâches relevant du travail reproductif peuvent être assurées par des hommes, mais demeurent majoritairement féminines (compétences construites socialement comme féminines). Or ces secteurs connaissent des luttes importantes en France ces dernières années, avec beaucoup de grèves victorieuses, comme la grève du nettoyage à ONET ou dans les hôtels Holiday Inn.

Ces métamorphoses du travail reproductif qui vont de pair avec l'accroissement du rôle social des femmes, pourraient aider à penser ensemble les différentes dominations et favoriser une démarche unitaire. L'ensemble des systèmes de dominations sont imbriqués dans le travail reproductif. « D'emblée, le capitalisme est patriarcal et racial, parce que l'appropriation du corps des femmes et l'appropriation des racisé-e-s et colonisé-e-s sont allées de pair ». « Les femmes de chambre de l'hôtel Ibis-Batignolles lient indissociablement le féminisme, la lutte antiraciste et celle pour l'amélioration de leurs conditions de travail. ». Pour des raisons analytiques et politiques, on les a conceptualisées séparément, mais la théorie de la reproduction sociale démontre que production et reproduction sont les deux faces d'une même médaille.

Josiane Zarka

2. Aurore Koechlin, La révolution féministe, Amsterdam, 2019

L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE, UN OUTIL MAJEUR DE LA LUTTE CONTRE LE PATRIARCAT



Si en 2024 l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe qui n'est quasi plus contesté en France (et qui est même revendiqué par le RN, mais nous ne sommes pas dupes !). C'est grâce à la ténacité des féministes, qui ne lâchent rien depuis de nombreuses années. Mais cette absence de contestation, cette pensée que l'égalité est une évidence se cogne fort contre la réalité : dans les faits, l'égalité, nous n'y sommes pas. D'une part les inégalités persistent à l'école, au travail, à la maison etc. D'autre part, les violences, instrument privilégié des tenants du patriarcat pour conserver leurs privilèges par la force, n'ont pas cessé. La réalité sexiste en défaveur des femmes en 2024 c'est par exemple :

- Les inégalités salariales : cette année c'est à partir du 8 novembre en fin d'après-midi que les femmes ont commencé à travailler gratuitement, en comparaison des hommes
- Les inégalités domestiques : si l'écart de temps consacré aux tâches domestiques, dont l'éducation des enfants, s'est un peu réduit ces dernières années entre les hommes et les femmes c'est parce que celles-ci en font moins, pas parce que leurs conjoints en font plus...et pour en faire moins elles paient

et exploitent d'autres femmes, plus pauvres et plus souvent racisées qu'elles

- L'ampleur des violences qu'elles subissent, et la contestation de ces violences et de leur dénonciation ; quand les femmes dénoncent, souvent elles se retrouvent elles-mêmes accusées de mentir, de le faire pour nuire aux hommes...c'est ce sordide qui s'expose depuis plusieurs semaines au procès des auteurs des viols commis sur Gisèle Pénicot.

La conquête des droits et de l'égalité a un terrible revers : faire penser que l'égalité est acquise, que les femmes sont bien pénibles à toujours en vouloir plus, que si la société va mal c'est, entre autres, à cause des conquêtes du féminisme (en écrivant cela on n'oublie pas que les premiers/es à être mis/es en cause à tort sont les personnes exilées).

Mais alors, si l'égalité en droit ne suffit pas, comment faire pour aller vers l'égalité réelle ? Si les dénoncer ne suffit pas, comment faire pour mettre fin aux violences (la quasi-totalité des violences sexuelles sont perpétrées par des hommes, leurs victimes sont pour partie d'autres hommes et une large majorité de femmes) ? La société doit changer, et puisque les lois ne suffisent pas, que la répression a de nombreuses limites, c'est sur l'éducation qu'il faut miser pour y parvenir. Pour commencer il faut de la volonté politique et des moyens pour faire appliquer la loi actuelle, qui précise que chaque élève doit bénéficier de 3 séances annuelles d'éducation à la vie affective et sexuelle, des séances dont le contenu est adapté aux questionnements et besoins des différents âges. A 12 ou 13 ans on se pose peut-être moins la question de la prévention de grossesses non souhaitées ou du dépistage des Infections sexuellement transmissibles qu'à 16 ou 17 ans. Mais quand bien même la loi serait appliquée, quand bien même les adultes de demain auraient bénéficié de temps dans leur jeunesse pour réfléchir au consentement, aux normes imposées, au plaisir etc. comment résister à la pression patriarcale quand tout le reste de la société en est imprégné ?

Pour un véritable changement, pour que les hommes renoncent à leurs privilèges, pour la fin des inégalités et des violences, c'est tout au long de la vie que nous devrions bénéficier de temps pour nous informer, nous former et réfléchir sur les questions de vie affective et sexuelle.

Lydie Porée

FORTES, FIÈRES, RADICALES ET EN COLÈRE

Le 10 octobre 2024, sur le campus de Villejean, à Rennes, la FSU Bretagne a organisé un stage intitulé « Fortes, fières et radicales : luttes féministes d'hier et d'aujourd'hui ». Il a été si bien plébiscité qu'il a fallu envisager de l'organiser dans un amphithéâtre plus grand que prévu (240 places). Les stagiaires sont venus.es des quatre départements bretons. Parmi elles et eux se trouvaient, certes, de nombreux/ses enseignants/es dont les syndicats sont majoritaires dans la fédération, mais aussi des infirmiers/ es scolaires, des agents/es de France Travail, des secrétaires de l'Éducation Nationale ainsi que des personnes non-syndiquées ou d'autres syndicats non affiliés à la FSU. Le nombre et la

Les luttes féministes doivent donc se poursuivre, être éclairées par les luttes passées relative diversité des stagiaires tendent à montrer un réel engouement pour la question féministe dans les métiers de la fonction publique. Pourtant, on pourrait imaginer le secteur public plus à l'abri des inégalités de genre car ses valeurs poussent à plus d'égalité, parce que les femmes y sont majoritaires et parce que des grilles objectivent les rémunérations. Alors, pourquoi un tel succès pour ce stage ? Plusieurs hypothèses seront explorées : l'actualité, le contenu du stage et l'état des lieux des métiers du service public.

L'intérêt qu'a suscité ce stage montre qu'il y a encore matière à lutter pour l'égalité des genres. Les différentes vagues féministes ont conquis des droits pour les femmes mais n'ont pas encore permis d'atteindre l'égalité des genres. Les stagiaires présents/es n'échappent pas au contexte patriarcal ambiant. Après la vague Metoo, l'affaire Mazan en est, en ce moment l'exemple emblématique. En plus de rendre justice à une victime de viol sous sédatifs, ce procès est aussi le procès de la culture du viol. L'actualité internationale et nationale fait même craindre une régression des droits

conquis, au fur et à mesure que l'extrême droite gagne du terrain dans les urnes et les esprits : le droit à l'IVG est remis en cause aux Etats-Unis après le passage de Trump à la présidence américaine, en Pologne l'IVG est pénalisée, en Italie l'accès à l'IVG est rendu difficile... En France comme ailleurs, les idées virilistes d'extrême droite imprègnent les esprits sur les réseaux sociaux. Ils font la part belle à de nouvelles formes de masculinismes: les Insel (que l'on pourrait traduire célibataires malgré eux) accusant les femmes de leur célibat subi, les coachs en séduction prodiguant des conseils faisant fi du consentement... (voir l'épisode, « Quand les mascu contre-attaquent », les Couilles sur la table par Victoire Tuaillon). Les luttes féministes doivent donc se poursuivre, être éclairées par les luttes passées et les connaissances des injustices actuelles.

C'était bien l'un des objectifs de ce stage syndical. Il s'est ouvert sur une lutte de femmes du passé : la grève des *Penn-sardin* de Douarnenez, étudiée par Fanny Bugnon. Cette lutte n'est certes pas féministe car l'objectif de ces femmes n'est pas d'atteindre l'égalité salariale mais a le mérite de montrer qu'au

Elles s'émancipent, nous nous émancipons?



début du XXème siècle leur travail ne vaut pas celui des hommes aux yeux du patronat. L'historienne a aussi montré, à travers l'exemple de Joséphine Pencalet, que le milieu militant n'est pas épargné par le patriarcat. Cette penn-sardin est la première élue de Bretagne en tant que conseillère municipale sur une liste communiste, en 1925. Le parti communiste se sert de cette figure féminine pour afficher son progressisme mais lorsque le Conseil d'Etat annule son élection, elle ne reçoit ni soutien ni défense de son parti. Aujourd'hui, les partis et les syndicats de gauche laissent plus de place aux femmes, se dotent de secteurs femme et de cellules de veille contre les violences sexistes et sexuelles. Ces dispositifs permettent de mieux informer les travailleurs x euses et les usagers/ ères, d'amener les employeurs×euses à mieux accompagner les victimes de ces violences mais aussi à modifier les pratiques patriarcales de nos milieux militants. D'ailleurs, actuellement, ce sont des femmes qui portent la parole des syndicats de l'Education Nationale. Elles étaient invitées autour d'une table ronde pour évoquer leurs difficultés à s'affirmer dans le milieu militant et surtout face aux politiques souvent méprisants, remettant en cause leurs compétences, les renvoyant à leur étiquette de « filles de la

FSU » ... La présence des femmes dans les rapports de force ne va donc toujours pas de soi, pourtant les services publics d'éducation, de santé, du travail sont largement féminisés. Sophie Pochic, comme d'autres chercheurs × euses, montrent que c'est pour cette raison que ces métiers sont moins rémunérés. Ils sont, en effet, associés aux rôles traditionnels attribués aux femmes, considérés comme naturels et non pourvoyeurs de richesses matériels donc ne demandant pas de valorisation particulière. L'un des leviers seraient donc d'apporter plus de mixité dans nos métiers et dans les métiers à prédominance masculine. Cependant, Elsa Koerner, à travers la question de l'aménagement urbain, montre que la mixité résulte d'une volonté politique forte et d'un processus démocratique impliquant les acteurs×rices publiques (élus/es, fonctionnaires, usagers es).

La volonté politique et la démocratie ne se décrètent pas, elles sont issues des luttes. Les syndicats de transformation sociale, en tant que contre-pouvoirs, doivent y participer. L'une des raisons du succès de ce stage réside donc peut-être dans la prise de conscience que c'est peut-être dans la lutte féministe que passera la

sauvegarde de nos services publics. Les politiques économiques libérales du parti présidentiel et de ses affidés, le Rassemblement National y compris, ne cessent de mettre à mal les services publics par des coupes budgétaires. Sur le terrain cela se caractérise par des conditions de travail dégradées (multiplication du nombre de patients es par soignants x es, classes surchargées, pressions hiérarchiques...), par une précarisation des personnels (recours de plus en plus systématique aux contractuel×les, temps partiels subis...), par un décrochage salarial (tassement des grilles de rémunération, gel du point d'indice...) et donc par un service aux usager×es dégradés×es. Or, ces métiers, comme évoqués précédemment sont largement féminisés. Simone de Beauvoir avait pourtant prévenu : « il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse, pour que les droits des femmes, nos droits soient remis en question. Votre vie durant, vous devrez demeurer vigilante ». La crise est là et le succès de ce stage est peut-être le signe que nous avons senti le vent tourner. Luttons toujours, « fortes, fières, radicales et en colère!»

Marina Nedellec

FSU Bretagne



UNE ÉQUATION COMPLEXE

Physicien et enseignant, issu d'une discipline où les hommes sont majoritaires, j'exerce un métier où les femmes le sont. Dans un contexte écologique et social angoissant, un professeur ne peut que craindre pour l'avenir des enfants. Un métier et des préoccupations de femmes ? Evidemment, ce sont de faux paradoxes. Mais de véritables contradictions existent dans mon syndicat, le SNES FSU, au sein duquel je milite pour mon métier, pour les luttes écologiques et sociales : nous sommes surtout des hommes et représentons une profession à 70% constituée de femmes. Nous essayons pourtant de mettre davantage les femmes en avant. Ironiquement, cela met plus de pressions sur elles... L'équation est complexe.

Les luttes féministes me tiennent à cœur. Pourtant, il est difficile de se sentir légitime : comment en tant qu'homme, recueillir la parole d'une collègue ayant subi des violences sexistes et sexuelles sans qu'elle soit intimidée par notre condition même d'homme ? Et puis, quel crédit peut-on avoir quand certains de leurs collègues, pédagogues et soi-disant « hommes féministes », minimisent

Nos sociétés font que tout homme peut être oppresseur, même malgré lui leur traumatisme : « Ce n'est pas grandchose, elle est trop sensible ! ».

Heureusement, les femmes syndicalistes nous guident et nous forment. Parler et faire comprendre qu'on est à l'écoute, si la victime le souhaite. Expliquer que des représentantes expertes peuvent l'accompagner, qu'elle peut faire un signalement ou des réclamations. Et la laisser revenir vers nous plus tard même si, souvent, les victimes préfèrent malheureusement « tourner la page » sans insister. Parfois, lassées de se répéter, les femmes se taisent. Un homme peut alors prendre le relai. Tristement, dans nos sociétés profondément patriarcales, cela a souvent plus d'impact... Et il ne risque pas de procès en hystérie.

Notre rôle : aider, encourager, soutenir nos camarades, collègues ou tout autre femme proche... À condition qu'elles le souhaitent. Sans s'imposer.

Et pourtant, comment ne pas le remarquer... les hommes monopolisent la parole dans les réunions. Entre hommes, nous devons nous discipliner et nous contrôler mutuellement. Apprenons à ne pas nous laisser aller aux tirades... Résumer notre propos fera d'ailleurs gagner du temps à tout le monde.

Parfois, certaines militantes féministes ont du mal à s'exprimer en présence d'hommes. Je comprends. « Homme féministe », « allié du féminisme », ce n'est pas à nous de nous qualifier, mais aux féministes de décider collectivement de la place et du rôle qui nous reviennent. Je suis da-

vantage gêné quand les hommes considèrent spontanément comme acquis que je suis des leurs. Leurs idées devraient forcément être les miennes, comme si nous avions un esprit de ruche. Soyons humbles, même quand nous avons la douloureuse sensation d'être pris pour notre ennemi. D'autant plus aujourd'hui, quand les révélations de #MeToo et les procès de Mazan donnent une impression de « tous pourris ». Où se situer en tant qu'homme ? Suis-je comme eux ? Suis-je l'un d'eux ? Face à ces trop nombreux cas individuels, le travail des sociologues est éclairant, en particulier dans le domaine des études de genre. Leur conclusion est simple : nos sociétés font que tout homme peut être oppresseur, même malgré lui.

La lutte d'un homme est donc d'abord intérieure : chercher les engrenages installés dans sa tête afin de retirer les rouages risquant d'induire des comportements toxiques. Raewyn Connell a ainsi défini la notion de « masculinité hégémonique », socialement appliquée comme une injonction à tout homme. Libérons-nous-en, assumons nos propres masculinités. En tant qu'homme, le féminisme est aussi une lutte pour le droit d'être soimême : ni violent, ni lubrique.

• Guillaume Bodinier,

Membre du Comité Féministe de la FSU

35

NOTRE ROCHER DE SISYPHE À NOUS...

On pourrait croire que nos filles sont préparées. Le féminisme, ça ne date pas d'hier, tout-de-même. On le rabâche, que le patriarcat nous limite, nous emprisonne, nous aliène. On les pointe du doigt, les charges mentales, les comportements inacceptables, la violence physique et morale. On remet en cause ce qui nous a façonnées, le rose, les couettes, la danse, les contes de fées. La littérature n'a jamais autant réécrit les grands mythes, les épopées dîtes « fondatrices » dans les programmes scolaires. Pénélope cesse d'attendre sagement, Circé échappe à son destin. Enfin, me direz-vous, on peut donc être optimistes? Envisager la reprogrammation des attentes, l'égalité des salaires, des parcours et des chances!

C'est là que blesse le bas. Car nous, femmes – même les plus féministes - sommes collectivement prisonnières de notre relation paradoxale avec un patriarcat pervers narcissique. Il paraît que quand on a toujours vu ses parents se déchirer, même si on est conscient du problème, on a tendance à reproduire le schéma. Et ne nous voilons pas la face, à force d'avoir l'impression de marcher en béquilles dans un champ en friche, il est rassurant de rejoindre le chemin que des siècles de domination patriarcale ont tracé.

Une des grandes modes littéraires chez les jeunes filles actuellement, c'est la Romance. Des romans qui explorent les relations amoureuses. Parfois, c'est gentillet. Souvent, on y trouve des scènes sexuelles explicites. « Une façon, me dit ma libraire, de s'initier à la sexualité sans voir de films X, plus en vogue chez les garçons. Certaines collections sont vraiment bien faites : on y aborde des sujets variés sur les questions de genre, mais

aussi de découverte de soi ». Le problème, ajoute-t-elle, c'est que ces collections ont été censurées. M. Darmanin, outré qu'on parle de sexe à nos jeunes (!!), a fait interdire aux moins de 18 ans les collections spécifiquement travaillées avec des auteurs, des éditeurs, des pédopsychiatres.

En revanche, rien ne leur interdit de piocher dans les livres pour adultes, et en particulier dans ce qu'on nomme la « Dark Romance » qui a le goût de l'interdit. Chez BMR, par exemple, maison d'édition du « classique » du genre : Captive, de Sarah Rivens. Une éditrice, des autrices (pas d'hommes, les filles, on est entre nous... la sororité présuppose une forme de sécurité... et les autrices se revendiquent souvent féministes). Notons que BMR est une filiale d'Hachette. Et que M. Bolloré n'est pas forcément réputé pour ses idées progressistes. Au programme, des relations toxiques, présentées comme désirables, sexy, et... libératrices. Hyper populaire auprès des fillettes dès 13 ans, Captive aurait « séduit » plus de 10 millions de lectrices: séquestration, jeux de pouvoir, le héros va séduire sa captive qui se sent « en sécurité » avec lui. Et qu'importe qu'il lui ait écrasé la main sur une plaque chauffante ou qu'il l'ait enfermée dans une cave. Il la « protège » parce qu'elle lui appartient. Elle lui pardonne parce qu'il a souffert... Et voilà notre schéma toxique bien ancré dans les jeunes têtes.

Si on y réfléchit bien, chaque petit pas en avant se retourne contre nous. Surtout quand il s'agit de la libération du désir féminin.

Les femmes prônent la liberté sexuelle et brûlent leurs soutifs ? Action, réaction : sept ans plus tard le premier défilé de lingerie – organisé par une créatrice. Erotisation du corps – le soutien-gorge gagne en popularité, mais se fait art -dont le capitalisme s'empare.

Les femmes refusent d'être limitées à leur rôle de mères ? Barbie, créée par une femme, remplace le baigneur et le capitalisme nous vend un corps sexualisé auquel s'identifier. L'image de Barbie agace ? Il suffit de surfer sur la vague et d'en créer une version pseudo-féministe au cinéma, film porté par une réalisatrice. On reprend tous les « mèmes » caricaturaux qui traînent sur internet... et on remet en vente toutes les versions historiques.

Les femmes revendiquent la liberté de parler de sexe ? Vendons une littérature qui fait l'apologie des amours toxiques, sous couvert de féminisme.

C'est simple : le féminisme dénonce. Le capitalisme rebondit, utilise des femmes - pour se protéger de toute accusation de sexisme (« je ne suis pas raciste, mon chien est noir ») -se fait des couilles en or et renforce les schémas patriarcaux. Et que retombe notre rocher de Sisyphe.

Réécrire les mythes, c'est bien. Mais c'est encore considérer le mythe comme fondateur. Il nous faut une autre littérature. Réécrire notre société, c'est indispensable. Mais comment déprogrammer nos schémas patriarcaux, qui font depuis des siècles de nous des « objets » de désir qui achètent et se vendent, et nous ramènent sans cesse au bas de la montagne, sur leur terrain. Comment réussir à imaginer d'autres voies, qui nous fassent, enfin, basculer notre rocher sur le versant promis à chaque nouvel effort ?

• Alexandra Pichardie

POUR UN FÉMINISME INTERSECTIONNEL ET UNIVERSALISTE

La situation des femmes dans le monde a connu de grandes avancées au cours du 20ème siècle, sous l'effet des luttes féministes. Pourtant depuis une trentaine d'années, les progrès ont fortement ralenti alors que les inégalités entre les femmes et les hommes restent à un niveau inacceptable. Ces dernières années, le mouvement Me too a permis de prendre conscience de l'ampleur des violences envers les femmes... mais leur meilleure visibilité médiatique ne se traduit pas concrètement.

L'émancipation des femmes semble être au point mort, pourquoi? Certes, la tâche est énorme : il s'agit d'abolir des millénaires de domination patriarcale qui imprègne encore, plus ou moins fortement, les cultures, religions, mentalités, voire institutions et juridictions. Mais les progrès féministes sont aussi freinés du fait des politiques néolibérales menées depuis les années 1980, qui ont des conséquences néfastes, particulièrement pour les femmes1.

Face à cette réalité, alors que l'union des féministes serait un atout majeur pour plus d'efficacité, on déplore l'émergence de divisions. En particulier, entre deux courants dénommés féminisme uni-

1. Cf. Quand les femmes se heurtent à la mondialisation, Coord. E. Jeffers et C. Marty, Mille et une nuits, 2003.

le clivage entre universalistes et intersectionnelles est en grande partie artificiel

versaliste et féminisme intersectionnel. Cette division affaiblit de manière considérable notre capacité à lutter contre les régressions sociales, économiques et sociétales en cours, les discriminations, la menace de l'extrême droite, lutte qui fait partie des urgences. Pourtant le clivage entre universalistes et intersectionnelles est en grande partie artificiel, du moins si l'on s'accorde sur le sens des concepts, alors qu'ils sont souvent utilisés de manière confuse².

D'un côté. l'intersectionnalité est un outil d'analyse indispensable pour la prise en compte des différents rapports de domination3 - classe, genre, « race » -. On regrette qu'une certaine application aujourd'hui de ce concept mène à hiérarchiser ces dominations au lieu de les croiser, et que l'objectif de lutte contre les discriminations - juste bien sûr mène à cultiver les lectures identitaires se concentrant sur une identité discriminée, voire en l'essentialisant. Ce glissement conduit à privilégier les postures individualistes.

De l'autre côté, l'universalisme part du caractère commun à tous les êtres humains pour affirmer le principe de droits universels. Il garantit - en théorie - le respect de la diversité des identités, en



3. Le terme intersectionnalité a été importé des États-Unis, mais le concept d'appréhender ensemble les différents rapports sociaux avait aussi été développé par la sociologue Danièle Kergoat sous le nom de consubstantialité : les rapports sociaux sont multiples, aucun d'entre eux ne détermine la totalité du champ qu'il structure, ils sont consubstantiels.



particulier religieuses, en refusant de privilégier ou de discriminer une catégorie de personnes. Mais cette vision abstraite de la citoyenneté a souvent abouti à occulter les inégalités et discriminations qui y sont liées, d'où le reproche fait à l'universalisme d'être aveugle à la couleur ; color blind. L'universalisme doit être entendu comme un processus et mis en œuvre sur la base d'objectifs concrets à atteindre.

Il est ainsi possible de s'approprier dans l'intersectionnalité comme dans l'universalisme la perspective d'émancipation qu'ils portent. Une large plage de consensus existe pour des luttes communes des féministes, c'est par notre capacité à affronter tous les rapports de domination et d'exploitation, sans les hiérarchiser et sans succomber aux logiques d'affrontements identitaires, que nous pourrons stopper les régressions sociales, économiques et sociétales en cours et construire une société plus juste et émancipatrice.

Christiane Marty

Fondation Copernic et Genre et altermondialisme

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES UN LONG COMBAT!

Longtemps les femmes qui voulaient publier des textes, romans ou autres œuvres littéraires ou artistiques étaient obligées de masculiniser leur nom, longtemps un grand nombre d'activités sportives étaient interdites aux femmes et elles étaient obligées de se grimer en homme pour participer aux compétitions. Ça a été le cas pour Amantine Aurore Lucile Dupin, Jeanne Loiseur ou Katherine Burdekin¹ car la misogynie dans le monde littéraire ou sportif était dominante. En effet une femme ne pouvait pas égaler un homme.

L'Histoire contemporaine est émaillée de femmes qui contre vents et marées ont défendu avec courage le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit des femmes à s'émanciper de la domination patriarcale.

Je pense tout d'abord à **Artemisia Genteleschi (1593-1656)** fortement influencée par Le Caravage. Très jeune et dans le sillage de son père Orazio elle montre tout son génie. Elle est violée très jeune par l'ami de son père Agostino Tassi. L'affaire est portée devant un tribunal papal un an après le viol pour « stupio violente » (défloration par force). Le procès dure 9 mois et revêt des moments très humiliants pour Artemisia et ô miracle! si je puis m'exprimer ainsi, elle obtient gain de cause: le violeur est condamné à 5 ans d'exil, ce qui est un événement pour l'époque.

1. Respectivement George Sand, Daniel Lesueur, Murray Constantine

Olympe de Gouges (1748-1793) née Marie Gouze est une femme de lettres et femme politique qui s'est beaucoup impliquée pendant la Révolution française pour faire reconnaître les droits civiles et politiques des femmes. Elle mène aussi un combat contre le colonialisme, le racisme et contre l'esclavage. A la suite de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1789, elle rédige la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne.

« Article premier. La Femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de la Femme et de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et surtout la résistance à l'oppression.

Article 3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation, qui n'est que la réunion de la Femme et de l'Homme : nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

L'article 10 précise : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes fondamentales ; la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune : pourvu que ses manifestations ne troublent pas l-ordre public établi par la Loi. »



La Déclaration d'Olympe de Gouges ne parut qu'en cinq exemplaires en septembre 1791 et resta à l'état de projet car elle ne provoqua chez les députés que quelques sarcasmes ou de l'indifférence. Il faut attendre 1840 pour

l'indifférence. Il faut attendre 1840 pour que quelques extraits soient publiés, et l'intégralité du texte ne l'a été qu'en 1986, par Benoite Groult.

LES FÉMINISMES... ET LA PLACE DES HOMMES

Au cours du travail autour de ce numéro de Cerises s'est ouvert un débat : pour les unes les hommes ne pouvaient pas être féministes parce qu'ils n'étaient pas en situation d'être dominés, pour d'autres il était nécessaire que les hommes soient aussi féministes c'est-à-dire soutiennent et participent à ces luttes émancipatrices ...

Dès la création du MLF le problème s'était posé et « les groupes de femmes » des années 70 disaient avoir besoin de se retrouver entre elles avant d'affronter les hommes.

Cela nous renvoie à la question : qu'est ce que le féminisme (il était temps !!) question plutôt plurielle tant il y a de formes diverses de féminismes...

Le MLF en 1968 ouvre la voie et visibilise l'effervescence de nombreux mouvements féministes émergents à cette époque entre différentialistes, universalistes, intersectionnelles, et radicales...

L'histoire du féminisme marxiste illustre bien contradictions et débats avec les hommes entre lutte des classes et lutte des genres ; et sur la place du féminisme par rapport aux différentes luttes : contre les inégalités sociales, raciales (cf M. Dental et le réseau Ruptures).

On doit aux féministes des années 80/90 d'avoir ouvert les chantiers pour le planning familial, pour l'avortement, pour l'égalité entre hommes et femmes au foyer comme au travail et dans les instances du pouvoir politique et économique. Rassemblant largement autour des luttes et leurs acquis y compris avec les

hommes qui ont participé activement aux mouvements tant individuellement qu'à travers associations et mouvements politiques.

Des hommes se sont fait connaître par leur participation au féminisme selon les époques : depuis Condorcet, A Crémieux, Victor Duruy, jusqu'à plus récemment Y Jablonka ou E Fassin.

B Cyrulnik, J Gaillot, A Touraine, S Hessel, P Bruckner, A Lipietz, Y Cochet, A Comte-Sponville, M Chebel, R Debray, PA Tagueiff sont signataires du manifeste *Les chiennes de garde* contre les injures sexistes à l'encontre des femmes.

Il semble que les mouvements féministes soient aujourd'hui plus fragmentés, à l'image des mouvements sociaux dans la société.

Les mouvements actuels #Me Too créé en 2007 et #balance ton porc mouvements de diffusion mondiale, dénoncent le viol, les agressions sexuelles et tous les comportements sexuellement inappropriés contre les femmes et les hommes, ainsi que l'impunité face à la police comme à la justice et posent la question du consentement.



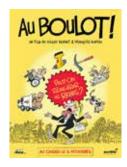
Les féministes de tous bords se mobilisent aujourd'hui sur le grave problème actuel du harcèlement et du viol et « des mots pour le dire ».

Le viol collectif de Mazan, et la découverte des violences sexuelles dans tous les milieux : église, sport, media, cinéma, éducation renvoie à une prise de conscience collective de ce que la domination masculine et patriarcale et le rapport masculin au corps des femmes, chevaux de bataille des féministes

depuis 1968, sont loin d'être dépassés au contraire. Ce qui n'est pas sans rappeler, sous d'autres formes, le combat de G Halimi en 1978 qui avait permis de criminaliser le viol.

Certes les places et points de vue sont différents et il faut souvent convaincre les hommes mais n'est ce pas la condition nécessaire pour qu'une société tienne sur ses deux jambes ?

■ Bénédicte Goussault



MURIEL RIGALSKI G 7/



Au boulot!

Gilles Perret et François Ruffin nous emmènent à la rencontre des invisibles qui tiennent le pays debout. Ce film est un antidote aux idées nauséabondes : « La France, ce pays d'assistés », « Il suffit de traverser la rue pour trouver du boulot », « On gagne plus en étant au RSA qu'en travaillant » etc. Les idées que la chroniqueuse Sarah Saldmann déverse (ou déversait) sur la chaine CNEWS ou sur RMC.

Ruffin lui lance un défi en direct à l'occasion d'une de ces émissions où les idées reçues sont légion : vivre au SMIC pendant un mois ou deux, défi qu'elle relève, mais pas pendant 2 mois (faut pas déconner quand même !). Pendant une semaine...

Le documentaire est drôle et émouvant. Il fait écho à la période de confinement liée au COVID où le focus est mis sur les « essentiels » sans lesquels la société s'effondre, mais à qui on continue de refuser un salaire décent et des conditions de travail dignes.

On peut reprocher à Ruffin/Perret de ne pas aller au-delà du constat, de ne pas aborder l'alternative possible. A quand un documentaire sur ce qu'il se passe dans les entreprises reprises par les salarié·e·s ? Pour autant, bousculer les représentations réactionnaires, c'est déjà ça de pris!

Allez voir ce film, utilisez-le pour provoquer des débats ! Et parlons de l'alternative !

Sylvie Larue

Au boulot ! De Gilles Perret et François Ruffin, Comédie documentaire, sortie en salle le 6 novembre, 1h24

La femme 67

En cinq chansons, Muriel Rigalski nous offre une série de clins d'œil et un regard panoramique sur l'année 67, sur fond de musique 'folk', guitare et chant, fidèle à la chanson française à texte. 'Voulez-vous' raisonne singulièrement dans note trouble époque, sorte de point de mémoire sur les décennies passées. En partage, quand la tendresse bienveillante s'invite avec 'Tes cheveux blancs', contestation mutine des « canons » dominants. De ces beautés qu'il est bon de rappeler sans faiblir.

La fille 67 nous envoie aux gazettes et aux pudeurs qui ne sont ni starlettes ni confinées, ado bientôt femme. 'Le mois d'après' nous rappelle la douleur humiliante de ne pas avoir de travail, écho à une autre production-action des zentrops (« comment ils ont inventé le chômage », voir Cerises 62).

Nous reviendrons pour 'je n'joue pas', Ces mots qui « font fuir tes tourments », balade un poil mélancolique sur la vie. Qui dit bien le ravissement d'une génération que nos ados devraient découvrir avec cet arôme que le temps donne à l'agglomérat des saveurs.

Le spectacle qui accompagne le disque est un autre petit régal qu'on ne peut que conseiller s'il est produit par chez vous.

Patrick Vassallo

Muriel Rigalski, La femme 67, CD, leszentrop@gmail.com, 2024, prix « libre »

La révolution féministe

Dans ce livre, Aurore Koechlin émet l'hypothèse de l'émergence d'une quatrième vague féministe. Elle tente d'en tracer les contours en analysant les événements dans le monde. Cette vague est d'emblée à la fois internationale et intersectionnelle. Elle met aussi le travail au centre avec un renouveau des grèves de femmes autour du 8 mars partout dans le monde. L'auteure tente de situer cette nouvelle vaque dans l'histoire des féminismes. Elle jette un pont entre les luttes et travaux les plus contemporains et le féminisme marxiste des années 1970, qui, selon elle a su rassembler et gagner sur des revendications spécifiquement féministes (contraception, IVG). Enfin, A. Koechlin propose d'apporter une contribution stratégique à cette nouvelle vague féministe, en réactualisant les théories de la « reproduction sociale » selon lesquelles la base matérielle de l'oppression des femmes est leur assignation à la reproduction de la force de travail notamment par le travail domestique. Pour elle, ces théories pourraient aider à penser ensemble les dominations de classe, de race et de genre et favoriser une démarche unitaire.

Josiane Zarka

La révolution féministe, Aurore Koechlin, Éditions Amsterdam 2019, 176 p., 12 €



La muse rouge

Les années 20 (du XX° siècle), communistes et anars s'affrontent aux exactions royalistes. Les empires coloniaux commencent à se désagréger. Des clandestins de l'Internationale affluent vers Paris. Les grèves se succèdent, les « coups » aux colonies aussi...

Sur ce fond volcanique, le peuple de Paris reconstruit sa vie, la Première Guerre Mondiale est déjà loin. Venus de région, de jeunes prolos tentent leur chance. Artisans et ouvriers d'ateliers peuplent les rues des quartiers populaires, de République à Belleville, où prostituées et boîtes animent les nuits parisiennes.

Ancien poilu, Victor Dessange arrive à la Crim' en venant de la Mondaine. Le voici confronté à la mort d'un dignitaire chinois, une affaire dans les affaires ? Puis à plusieurs meurtres qui nous évoquent la République de Weimar, les comités syndicalistes révolutionnaires ou des entreprises coloniales au Congo. Amedeo, lui, migre d'Afrique pour chercher la réussite - ou le salut. Comme ces lingots d'or volés au Maroc.

Le Prix du Quai des Orfèvres 2022 était mérité pour ce polar rythmé, agréablement écrit, dans lequel « se battre contre la misère, on ne renonce jamais ».

Patrick Vassallo

Véronique de Haas, *La muse rouge*, Fayard, 2012, poche, 445 p., 8 €

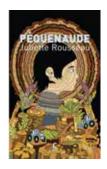


La nature du capital

Le titre est entendu en deux sens : des caractéristiques constitutives du capital, et type de rapport qu'elle impose à la Terre et à l'ensemble de ses habitants. Les graves crises anthropologiques et écologiques suscitent un très large spectre d'approches, divergeant et convergeant, interrogeant la réalité et le réel mêmes que ces crises concernent. Mais la grande majorité ignore le capitalisme, alors que ce monde, le nôtre sans l'être et qui court à sa perte, est organisé par et pour son accumulation. A la lumière de ce que d'autres manières de faire monde que l'Occident nous apprennent, il conteste non pas le schisme nature/société comme réalités distinctes. mais leur compréhension social-historique à prétention universelle par notre modernité couplée avec le capitalisme. Le livre commence par une relecture inédite des Manuscrits économico-politiques de 1844, en y décelant dans les grandes controverses qu'elle a suscitées (querelle de l'humanisme, coupure épistémologique entre jeunesse et maturité de Marx...) un même antinaturalisme partagé. A ses yeux, cette œuvre, non pas un livre rédigé mais une somme d'articles-enquêtes d'explicitation de l'expérience ouvrière, définit l'aliénation non pas comme la privation des humains de ce qui les distingue de la nature mais au contraire comme le devenir-étranger des humains à ce qui les rattache au reste de la nature en tant que pleinement Terriens. Il questionne ensuite la propriété privée, avant de poursuivre sur 5 chapitres : aliénation et naturalisme, la nature du social, la socialisation de la nature, un communisme naturaliste, et la résurrection de la nature. Il y déploie des réflexions d'une très grande richesse, à mêmes d'irriguer des débats aussi passionnants qu'urgents.

Makan Rafatdjou

La nature du capital, Frédéric Montferrand, Editions Amsterdam, 2024, 317 p., 22 €



Péquenaude

Militante à Attac, porte-parole de la coalition Climat21, autrice en quête d'alternative à NDDL, éditrice, Juliette Rousseau a déjà vécu plusieurs vies.

Et puis, elle est rentrée au pays. Fille d'une Bretagne défigurée par l'agro-industrie, il lui faut chercher les traces d'un pays vivant dans des bocages morts. Avec *Péquenaude*, elle renverse le stigmate et de son écriture poélitique fouille sa mémoire, son pays et les bribes de futurs.

Au fil des saisons, sa langue se blottit auprès du vivant qui reste fidèle, se cambre face à la laideur qui s'étend, se révolte face à la bêtise des hommes. Elle nous parle d'héritage et de transmission, de sa fille et du vivant aux portes de sa maison.

Cette péquenaude, à l'identité rurale ancestrale et en mouvement, est comme un antidote poétique aux simplifications en cours. Les ruralités méritent mieux qu'une caricature. Le cœur de la campagne est blessé mais il y a une vie, fragile et rugueuse, qui se dresse pour inventer demain. A lire d'urgence!

Laurent Eyraud-Chaume

Péquenaude, Juliette Rousseau, Editions Cambourakis, septembre 2024, 120 p., 16 €

« JOUE PAS AVEC LES MOTS, TU FAIS TON INTELLO »

L'essentiel c'est de se parler (se comprendre). Voici bien qui fait question. Derrière les mots leur évolution, ne se cache-t-il pas des idées, des façons de voir au delà des façons de dire? Deux articles abordent ce sujet, la sémantique fausse neutralité. Des changements de sens qui disent parfois des changements du sens.

Sorti·e·s de ce remue-méninges vocabulaire et de son double, en écho au « Social à l'écran » du précédent numéro de Cerises, Lara Croft se rappelle à notre bon souvenir.

L'émancipation entre sens et imaginaire(s).

DES MOTS POUR LE DIRE OU DES MOTS POUR NE PAS POUVOIR LE DIRE

Le langage est-il le reflet neutre de la réalité ?

Le mot « entreprise » : il mêle aussi bien la petite entreprise de 10 salarié/es que Total comme si leurs réalités étaient identiques. Le mot « emploi » : il permet un rapport de dépendance : il y a les employeurs et les employé/es. Essayez de faire ça avec le mot « travail ». « L'assistanat » recouvre tout ce que la collectivité doit à chacun/e de ses membres. « Réalisme »? Synonyme d'impossible. « Nation », c'était autrefois « celles et ceux qui étaient là » depuis Napoléon III, c'est le creuset de la nationalité... et du nationalisme. « Radicalité » c'est affronter un problème... à la racine et en se servant de l'intégrisme c'est devenu fanatisme... Etrange comme ça arrange toujours les mêmes.

Depuis quelques temps (web aidant) au nom d'être plus pratique, on tend à substituer de l'anglosaxonisation (angli-

cismes ou américanisation ?) au vocabulaire français. On broad-cast plus qu'on ne télécharge. On peut réagir à ... facebook par des like et pas par j'aime. On débrief plus qu'on ne fait le point ou on fait un brainstorming. On est geek plus qu'accro à Internet. On a des flyers... moi j'avais des tracts. Coach plus qu'entraîneur - tellement plus rapide. Et : Check-up; manager et management (tient ? Ce n'est plus patron ?; burn out; etc...

Est-ce une simple évolution ?

Le cinéaste indien Satyajit Ray dans ses films des années 50 et 60, au sortir de la colonisation britannique, montre des familles de lettrés qui, lorsqu'elles ont des choses importantes ou savantes à se dire ne trouvent que des mots anglais pour le faire. En 1946 le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe avait été plaidé devant le Sénat américain disant qu'ainsi la culture

américaine pourrait modeler la manière de penser : « transférer the american way of life ».

Je ne fais aucun repli patriotard sur nous. Aucune civilisation ne peut vivre en vase clos (l'algèbre nous vient des arabes ainsi que l'usage du zéro). Mais là, il s'agit d'autre chose : le vocabulaire exprime toujours au-delà des mots une ambiance qui sert de référence : citoyen/ne (électeur/trice ? Français/e, ou maitrisant son devenir ?; égalité devant la loi ? ou de toute la société ? ; personnalité : renom ? ou affirmation de soi en toute occasion ?, Sécurité Sociale une administration ? ou la collectivité qui s'auto-assure ?... Avec « l'anglosaxonisation » à travers le caractère impérialiste culturel se cache une bataille de sens. En prendre conscience, c'est investir un terrain d'affrontement et se considérer producteur(trice) de sens commun.

• Pierre Zarka

DES MOTS-CRATIE

Facebook. 16 octobre 2024. Scroll, la tête dans le coton. Pêle-mêle défilent publications d'amis, photos de chatons, morts en méditerranée, articles de journaux à 90% payants, publications sponsorisées au gré de mes précédents clics ou des états d'âme de l'algorithme. Chronique des réseaux sociaux.

« Mais moi, je suis un vrai féministe » clame le sous-titre d'une vidéo de Quotidien.

Effet « What the Fuck » immédiat. La journaliste est en train d'interroger un des accusés de l'affaire des viols de Gisèle Pelicot. Mais c'est quoi, cette argumentation?

Qu'est-ce qui autorise ce monsieur à penser qu'affirmer sans broncher être féministe, au mépris évident de toute logique, est un argument acceptable non seulement dans son environnement proche – où peut-être, son épouse pourrait acquiescer « C'est vrai, il est féministe, il fait la vaisselle à la maison » - mais au micro d'une émission de télévision populaire ?

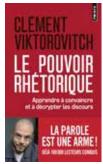
Pour comprendre, il faut déconstruire. C'est ce que m'ont appris mes études de sciences du langage. Ce que nous apprend aussi Clément Viktorovitch.

« Je suis un vrai féministe, moi. » dit notre accusé de Mazan. « Je ne suis pas un criminel. Je suis un soignant. Moi, je n'ai jamais été un problème dans la société, j'ai toujours été la solution. » Ben voyons. Sur un malentendu, ça pourrait peut-être passer... Et à bien y réfléchir, le procédé a l'air de fonctionner en politique depuis un moment.

Dire une contre-vérité sans sourciller, c'est un procédé rhétorique très en vogue actuellement et caractéristique de ce qu'on appelle la « post-vérité »¹: une anticatastase. Il ne s'agit pas seulement de vider les mots de leur sens, de dévoyer les concepts². Pas seulement de mentir, non plus, car « un mensonge se doit par définition d'être discret. » L'effet : la sidéra tion. On glisse insidieusement dans une forme d'indifférence au vrai. Chaque chose devient son contraire, et on ne sait même plus comment contester.

Si un Darmanin, ministre de l'intérieur, peut sans complexe affirmer impunément en conférence de presse que : « Non, les gendarmes n'ont pas lancé de LBD en quad. Non, aucune arme de guerre n'a été utilisée à Sainte Soline. Non, les forces de l'ordre n'ont pas empêché les secours d'intervenir » alors même que

1. Terme utilisé par Myriam Revault d'Allonnes, La



faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun, le Seuil, 2018, cité par Clément Viktorovitch.

2. Ma réflexion s'inspire du livre de Clément Viktorovitch et Ferdinand Barbet, *L'art de ne pas dire*, Éditions du Seuil, 2024, dont sont tirées les citations.

les enquêtes de terrain, les images et les rapports affirment le contraire ; si nos dirigeants peuvent prôner la communication en passant en force à coup de 49.3; si on peut affirmer que les masques sont inefficaces et indispensables, que les immigrés mangent des chatons, ou qu'on « n'a jamais eu de sympathie ou de proximité vis-à-vis des régimes anti-démocratiques, pour aucun régime fasciste compris. » (Octobre 2022) tout en affirmant « en même temps » que « Mussolini était un bon politicien » quand on s'appelle Giorgia Meloni, alors qu'est-ce qui empêche un homme lambda de se reconnaître violeur féministe?

Cette dérive rhétorique, elle ne joue pas seulement avec le langage. Elle risque de saper « jusqu'au fondement de notre société politique ». Car, dit Clément Viktorovitch, « s'il est possible de tout dire sans avoir à payer le prix de se voir contredire, alors tout peut se produire, y compris le pire. » C'est une ouverture vers la loi du plus fort, où gagneront ceux qui pensent pouvoir violer en toute impunité une femme ou un peuple endormis, en se posant comme LA solution.

Cette phrase n'a rien d'une simple anecdote. Elle se réclame de l'exemple de nos dirigeants comme d'un argument d'autorité. « Si nous n'y prenons pas garde, l'ère de la post-vérité pourrait bien devenir celle de la post-démocratie ». Et cela n'augure rien de bon.

• Alexandra Pichardie





Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de Fl, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans <u>le Manifeste</u>, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à <u>contact@</u> ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/

Lara Croft version lutte des classes¹

Dans les années 50 et 60, la présence des ouvriers dans les films, particulièrement dans le néoréalisme italien, renvoyait à une certaine magnificence. Les visages chez Renoir, Carnet, De Sica, Pasolini ou Glauber Rocha incarnaient un quotidien transformé en épopée féérique. Comment ne pas se demander si ce phénomène n'était pas lié - même inconsciemment - à l'espoir d'aller vers une société meilleure faite pour et par les femmes et les hommes du quotidien ?

Depuis, nous avons traversé une longue période où il a fallu admettre que les espoirs du siècle avaient tous failli. Que nous est-il resté si ce n'est le désenchantement et l'envie de parler d'autre chose ? Lorsque l'on filme des gens du peuple, c'est pour évoquer leur vulnérabilité et surtout ne pas leur ressembler.

Depuis peu, des films et des séries télévisées se sont mis à évoquer les ouvriers non plus souffrants mais combattants. Je voudrais m'attarder sur une série : *Machine*. Il s'agit d'une adepte du Kung-Fu participante d'un combat ouvrier. On croit voir Lara Croft ou tout autre personnage d'un jeu vidéo qui, de bonds en frappes de karaté, impose aux sbires et à la direction de l'entreprise le respect des ouvriers. La révolte se substitue à la souffrance. La dignité à la déprime. Les ouvriers deviennent des héros de récit. Des femmes et des hommes qui nous disent de manière transcendantale combien nous pouvons être comme eux. Ils incarnent nos envies de rêver. Un merveilleux à la mode de l'ère informatique fait que ces personnages renouent avec une certaine magnificence.

La multiplicité de tels films et séries (comme *Making off* ou *Hypocrate* et d'autres) empêche de croire à une coïncidence. A l'ère des Gilets Jaunes, des luttes pour la retraite, de l'usure flagrante des formes traditionnelles de la politique, n'y a-t-il pas quelque chose qui mûrit sur le thème « aide-toi, le ciel t'aidera » ? **Ne serait-ce pas l'imaginaire émancipateur d'aujourd'hui qui commence à se construire ?**

Pierre Zarka

1. Cet article fait suite à la rubrique culture du Numéro d'octobre Dans l'écran, du social...